

Global Electrification

Lettre Géopolitique de l'Electricité

☞ Nos études se retrouvent sur www.geopolitique-electricite.fr

Directeur de la Publication:

Lionel Taccoen

Tél : 0660469030

Rédactrice en chef :

Emma Legrand

Lettre Géopolitique de l'Electricité N°47 - 18 décembre 2014

Notre Lettre « Géopolitique de l'Electricité » est la seule publication sur ce thème en langue française. Elle est mensuelle. Nous n'avons aucun objectif militant. Nous ne cherchons pas à sauver la planète, ni à promouvoir le nucléaire ou le solaire. Nous tentons d'approcher la vérité, en décrivant par des données objectives le passé proche et le présent des secteurs électriques et de leur contexte. Les nombreuses prévisions concernant 2020, 2035, voire 2050, ne nous intéressent que par leur cohérence, ou leur incohérence observées avec les données actuelles. Nos études sont inédites. Elles utilisent les données provenant directement des acteurs du terrain : réseaux de transport, compagnies d'électricité, rapports officiels nationaux ou internationaux, associations professionnelles ou ONG.

☞ Vous pouvez recevoir notre Lettre « Géopolitique de l'Electricité » par simple demande à l'adresse e-mail suivante : geopolitique.electricite@gmail.com

Sommaire : deux sujets d'actualité

I) La décision de la grande entreprise électrique allemande E.ON de se scinder en se séparant de ses centrales à combustibles fossiles et nucléaires.

Pourquoi les Verts allemands veulent-ils subventionner des centrales à combustibles fossiles ? Pourquoi le Ministre Gabriel refuse-t-il ? Comment E.ON rappelle au Gouvernement allemand que désormais, les grands producteurs d'électricité n'ont plus aucune responsabilité dans la sécurité d'approvisionnement du pays et qu'il revient aux politiques au pouvoir d'assumer leurs responsabilités.

II) La décision de Vladimir Poutine d'annuler le projet de gazoduc South Stream.

L'Union européenne n'a pas de politique énergétique et si elle en avait une, la Commission de Bruxelles serait-elle capable de la mettre en œuvre ?

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Le point sur deux sujets d'actualité :

I) **La décision des dirigeants de la compagnie allemande E.ON de se séparer de ses centrales nucléaires et à combustibles fossiles.**

Le 30 novembre 2014, le Président d'E.ON, l'une des deux plus grandes compagnies allemandes d'électricité, a annoncé la décision du groupe de se séparer de ses moyens de production utilisant des combustibles fossiles et nucléaires. Désormais, E.ON se consacrera à s'adapter à ce qui est considéré comme la nouvelle donne du marché électrique allemand, la génération d'électricité à partir de sources décentralisées d'énergies renouvelables. Cette décision a fait l'objet, de la part d'observateurs extérieurs, de commentaires pour le moins contrastés. Greenpeace salue un « revirement historique ». Au contraire Axel de Tarlé, sur Europe 1, le 3 décembre, y voit « un acte désespéré » d'E.ON et parle de l'échec de la transition énergétique allemande. Coupant la poire en deux, Eric Le Boucher conclut : « On ne sait si E.ON a vu juste. Le fait que ce soit un groupe allemand devrait faire prendre très au sérieux sa décision. » (Les Echos 5 décembre). E.ON est une entreprise et ses motivations ne peuvent être recherchées que dans ce cadre.

Nous verrons pourquoi les Verts veulent subventionner des centrales à combustibles fossiles, pourquoi le Ministre Gabriel s'y refuse, et comment E.ON rappelle au Gouvernement allemand que l'entreprise n'a aucune responsabilité dans la sécurité d'approvisionnement du pays et qu'il revient aux pouvoirs publics d'assumer les leurs.

II) **La décision de M. Poutine d'annuler le projet de gazoduc South Stream.**

L'alimentation en gaz de l'Union Européenne est très importante du point de vue de la production d'électricité. Ainsi l'Italie fabrique près de la moitié de son courant à partir du gaz importé principalement soit d'Algérie soit de Russie. Une interruption simultanée des apports de ces deux pays aurait des conséquences dramatiques. La substitution du gaz au charbon dans les centrales électriques est, sur le Vieux Continent, la façon la plus efficace de faire baisser les émissions de gaz carbonique. De plus l'essor des énergies renouvelables n'est possible qu'avec la présence d'un parc de centrales thermiques, surtout à base d'installations à gaz, susceptible d'intervenir sans délais lors de l'absence de soleil et/ou de vent. Près de 40% du gaz utilisé en Europe vient de Russie.

Lors d'une conférence de presse en Turquie le 1^{er} décembre, en présence du Président Erdogan, Vladimir Poutine a annoncé que, du fait de l'opposition de l'Union européenne au passage du gazoduc South Stream par la Bulgarie, la Russie « ne peut pas poursuivre la mise en œuvre de [ce] projet ». Nous l'avions décrit dans notre étude « L'Europe danubienne : la révolution du gaz » du 15 mars 2012, et nous avons rappelé la forte implication de l'Autriche dans notre Lettre n°45 (études disponibles sur www.geopolitique-electricite.fr).

Nous verrons comment Vladimir Poutine a rejeté la responsabilité de l'échec de South Stream sur la Commission européenne, ce qui attise les rancœurs d'un certain nombre d'Etats membres lésés par cette annulation, contre Bruxelles.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

I) E.ON : la scission. Gardons les pieds sur terre.

E.ON, comme les autres grandes compagnies allemandes d'électricité, ne va pas bien. Sa capitalisation boursière était de 82 milliards d'euros en mars 2007, la plus forte du DAX. Elle est tombée à 25,6 milliards aujourd'hui. De 27 euros en 2010, l'action a chuté vers 14 euros en cette fin d'année 2014. Sur le site web de l'entreprise, les chiffres clefs pour 2012 et 2013 se passent de commentaires¹. Les ventes ont baissé de 7% en un an, le personnel est passé de 72 000 personnes à 62 000. La dette de la Compagnie, nulle en 2006, est d'environ vingt cinq milliards d'euros en 2012. E.ON a un important programme de ventes d'actifs étrangers pour retrouver du cash.

Le 30 novembre, le Président d'E.ON annonce que cette dernière va se scinder, plaçant ses centrales à combustibles fossiles et nucléaires dans une entreprise ad hoc, qui sera placée en Bourse. E.ON, désormais s'adaptera à la nouvelle donne de l'électricité allemande : la production d'électricité décentralisée par énergie renouvelable.

Cette décision a été très diversement saluée. Pour les uns, enfin une grande entreprise d'électricité a compris que le monde avait changé, que la production d'électricité de papa, avec de grosses centrales était morte. E.ON montre le chemin aux compagnies d'électricité du monde entier.

Pour d'autres, la mutation d'E.ON caractérise la situation dramatique des entreprises allemandes d'électricité.

Pour comprendre ce qui se passe, rappelons quelques données de bases :

A. E.ON est une entreprise.

Son but est de gagner de l'argent. Ses dirigeants sont jugés avant tout sur des critères financiers. De ce point de vue, l'entreprise file du mauvais coton. Il faut redresser la barre vite et vigoureusement.

Il est hautement invraisemblable que les dirigeants aient des objectifs idéologiques. En clair, le devenir de la transition énergétique allemand leur est indifférent. Les motivations indiquées ici ne se retrouvent pas obligatoirement dans le politique de communication du groupe.

B. Le contexte politique de l'électricité en Allemagne : deux changements majeurs.

- depuis la dérégulation de l'électricité dans l'Union européenne, *E.ON, comme les autres compagnies de production d'électricité, n'a plus de responsabilité légale concernant la sécurité d'approvisionnement en électricité.*

Si des coupures de courant sont observées en Allemagne, E.ON ne peut être considéré comme responsable. Cette responsabilité est transférée aux réseaux de transport. E.ON n'a plus d'autorité sur les entreprises correspondantes. En réalité, si de telles coupures avaient lieu,

¹ E.ON-Group Financial Highlights 2013.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

l'opinion publique allemande considérerait certainement comme responsable le Gouvernement et sa politique électrique.

- **la transition énergétique allemande.**

Celle-ci subventionne lourdement solaire et éolien. Mais, encore plus important, ces énergies ont priorité sur le réseau électrique. Une journée ensoleillée, et E.ON est obligé de stopper brusquement un certain nombre de centrales classiques, surtout celles à gaz, mais les autres également de temps en temps.

Un certain nombre de ces centrales classiques ne sont donc plus rentables, puisqu'elles ne fonctionnent plus que par intermittence. E.ON en a fermé un grand nombre, mais l'Allemagne va continuer à augmenter la part des renouvelables à production intermittente et non prévisible.

D'autres centrales à combustibles fossiles vont devenir non rentables.

Le problème est que ces centrales sont indispensables en cas d'absence de vent et de soleil... Or la météo allemande peut amener cette situation plusieurs jours de suite.

E.ON a donc demandé au Gouvernement allemand des subventions pour maintenir en état de marche ces centrales à combustible fossile non rentables. En termes consacrés, ce système de subsides s'appelle « créer un marché de capacité ».

C'est ici que se place l'évènement, qui selon nous, est la véritable cause de la décision de scission d'E.ON :

C. Le refus du Ministre de subventionner les centrales classiques

Nous avons décrit longuement le comportement de Sigmar Gabriel, Vice Chancelier et Ministre de l'Economie, vis-à-vis de la transition énergétique allemande (« Energiewende »). Il est pour le moins ambigu. Cependant, nous relevons une constante : Gabriel veut absolument limiter les coûts de l'Energiewende.

Le Ministre refuse de créer un marché de capacité, nouvelle source de dépense liée à l'Energiewende. Cela coûterait, dit-il, autant que le programme social Harz IV (l'équivalent allemand du RSA). Il s'oppose ainsi aux Verts et la droite allemande².

Pour E.ON, et également les autres grands producteurs d'électricité allemands, le coup est rude : sans marché de capacité, donc sans subsides aux centrales classiques, le parc de celles-ci devient quasiment ingérable. Comment rentabiliser des centrales qui ne peuvent avoir de prévisions de production et qui ne tournent que de temps en temps et de façon aléatoire ?

D. La solution pour E.ON : s'en débarrasser !

E.ON décide donc de créer une nouvelle société, en fait une « structure de défaisance »³, et d'y placer les centrales à combustible classique ingérables ainsi que les centrales nucléaires, dont le coûteux démantèlement peut comporter des ennuis. Bref, E.ON s'en débarrasse.

E.ON a une idée derrière la tête. Cette structure de défaisance est indispensable au système électrique allemand. Sans ses centrales à gaz et à charbon, de graves coupures d'électricité (de plusieurs jours) sont possibles en particulier en hiver (absence simultanée de soleil et de vent par

²Cf. Tagesschau 10/10/2014. « Schwarz-grüne Allianz gegen Gabriel »

³ Entité juridique chargée d'isoler des actifs financiers douteux.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

grand froid). Or, E.ON n'a plus aucune responsabilité pour la sécurité d'approvisionnement allemande depuis la dérégulation européenne de l'électricité (voir plus haut). ***Ce n'est plus son problème.***

Si de graves coupures se produisaient, elles feraient deux victimes :

- ***le Gouvernement allemand*** qui serait très certainement considéré comme responsable. C'est pourquoi E.ON, en se débarrassant de son parc de centrales à combustible classique, oblige dans les faits les pouvoirs publics allemands à maintenir en vie ce parc, donc à subventionner la nouvelle structure. Le refus de Gabriel de fournir des aides est contourné.

Il nous paraît certain que le Gouvernement allemand n'aura pas le choix : la décision d'E.ON l'oblige à prendre ses responsabilités.

- ***les Verts et leur transition énergétique.*** L'Energiewende aurait du plomb dans l'aile. On comprend pourquoi, le parti écologiste allemand est partisan de subventionner des centrales à combustible fossile. Les Verts appuieront les subventions à la nouvelle structure.

E.ON veut se débarrasser de son parc de centrales fossiles devenu ingérable du fait de la priorité sur le réseau des énergies renouvelables intermittentes. Le refus du Ministre Gabriel de subventionner ces centrales a précipité la décision.

Le Gouvernement allemand sera obligé de maintenir en vie la nouvelle société gérant ces centrales à combustible fossile pour éviter des pannes géantes d'électricité. Les Verts accepteront les subventions correspondantes pour sauver l'Energiewende (la transition énergétique).

Ceci étant posé, rien n'indique qu'E.ON débarrassé de ses centrales classiques est viable. L'entreprise peut disparaître.

II) M. Poutine annule le projet South Stream.

Lundi 1^{er} décembre 2014, à Ankara, le Président russe, Vladimir Poutine, a annoncé, en présence du Président turc Erdogan, que le gazoduc vers l'Europe South Stream ne serait pas construit. A sa place, verrait le jour un gazoduc qui, via la Turquie, amènerait le gaz à la frontière turco-grecque. Aux pays européens intéressés de construire à partir de cette frontières les gazoducs nécessaires.

En 2013, l'Union européenne a acheté 39% de son gaz naturel à la Russie. Les livraisons à l'Union représentent 71% des exportations de gaz russe⁴.

La Russie souhaitait que ses livraisons de gaz à l'Europe soient les plus directes possibles et évitent de transiter par des pays pouvant poser des problèmes. L'Ukraine est particulièrement visée, mais aussi la Pologne. D'où l'idée des gazoducs **Nord Stream** et **South Stream** qui devaient véhiculer chacun moitié-moitié le gaz russe, le premier schématiquement vers le nord de l'Europe, le second vers le sud.

Le gazoduc Nord Stream, partant du territoire russe, aboutit directement en Allemagne, premier client européen du gaz russe, en passant sous la Baltique en évitant les territoires polonais et biélorusse. L'ouvrage a été inauguré en grande pompe en 2011 par le Président Poutine et la Chancelière Merkel. Son Conseil de Surveillance est présidé par l'ancien Chancelier allemand Schröder. C'est dire que ce gazoduc a été porté par une entente germano-russe sans nuages et les protestations polonaises superbement ignorées. Le 5 décembre 2014, à la suite d'une réunion à Berlin, le Président de Gazprom a annoncé que Nord Stream avait transporté 30 milliards de m³ de gaz depuis le début de l'année, soit 50% de plus qu'en 2013⁵. La Société Nord Stream AG est possédée par Gazprom (51%), les sociétés allemandes BASF et E.ON (15,5% chacune), le Français GDF Suez et le Néerlandais Gasunie (9% chacun).

A. Les débuts de South Stream

South Stream avait comme but d'approvisionner le centre et le sud de l'Europe, en évitant l'Ukraine, avec laquelle il est de notoriété publique que la Russie a des contentieux.

La moitié du gaz russe vers l'Union européenne passe aujourd'hui par l'Ukraine. Cette part se dirige de préférence vers les pays du centre et du sud est de l'Europe. Bulgarie et Roumanie dépendent à 100% du gaz russe, la Hongrie à plus de 80%, l'Autriche, la Grèce et la Tchéquie à plus de 60%, l'Italie à 30%. Ce sont ces pays, auxquels il fait ajouter la Croatie et la Serbie, qui étaient le plus intéressés par le projet South Stream. Compte-tenu de son poids économique, c'est l'Italie qui est, parmi ces pays, le plus important acheteur de gaz russe.

Dans sa dernière version, la branche principale de South Stream, partant de Russie, passait sous la Mer Noire, abordait en Bulgarie, traversait la Serbie, la Hongrie et débouchait en Autriche dans un terminal nommé Baumgarten, d'où il devait être distribué vers le centre et le sud européen. Au départ, le projet était issu d'un accord en 2007 entre la puissante compagnie italienne ENI et

⁴ Eurostat « Trade in energy products »-statistics in focus 13/2014-les deux autres grands fournisseurs sont la Norvège (34%) et l'Algérie (13%).

⁵ RIA Novosti 5/12/2014.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Gazprom. Le gaz russe est stratégique pour l'Italie qui produit près de la moitié de son électricité à partir de gaz fourni par l'Algérie et la Russie.

L'actionnariat de la partie offshore (hors Mer Noire) de South Stream était réparti de la façon suivante : 50% pour Gazprom, 20% pour l'ENI, 15% pour EDF et BASF.

Dès le début, South Stream a rencontré des difficultés,

La première, venait d'une rivalité avec un autre projet de gazoduc, Nabucco, qui devait amener en Europe du Sud du gaz, non de Russie, mais d'Asie Centrale. Il s'agissait, suivant la Commission européenne, de diversifier les sources d'approvisionnement de l'Europe. Le projet Nabucco s'est lentement enlisé. Il aurait peut être été rentable s'il avait pu amener le gaz d'Iran vers le Vieux Continent, ce qui n'est pas envisageable compte tenu des sanctions économiques que subit ce pays.

La seconde difficulté provient de la législation européenne. Désormais, les compagnies électriques et gazières sont en concurrence. Cela implique que les réseaux de transports, lignes à haute tension et gazoducs puissent être utilisés par tous les producteurs. Ils ne peuvent donc être gérés par des sociétés liées à un producteur d'électricité ou de gaz⁶. Pour Nord Stream, aucun problème ne se pose : le gazoduc est sous la Mer Baltique, donc hors du territoire de l'Union européenne, donc indépendant de ses lois. Mais South Stream passe par la Bulgarie, la Hongrie et l'Autriche, membres de l'UE. En principe, South Stream ne peut être sous la dépendance de Gazprom, le producteur de gaz, ce qui, évidemment, ne convient pas à la compagnie russe.

Une autre difficulté, la plus grave est apparue ensuite.

B. L'Affaire Ukrainienne

Nous ne résumerons pas ici les graves différents entre la Russie et l'Ukraine. Une des conséquences fut la prise de sanctions occidentales contre la Russie et une montée des tensions entre les Etats-Unis et l'Union européenne, d'une part, et la Russie, d'autre part. Le projet South Stream se trouva menacé.

Le 17 avril 2014, le Parlement européen adopte une résolution préconisant l'arrêt du projet. Le maillon faible de South Stream est la Bulgarie, petit pays et le plus pauvre de l'Union européenne, donc sensible aux subventions de Bruxelles. C'est là que doit aboutir la partie sous-marine du gazoduc. Le 3 juin, le Premier Ministre, Plamen Oresharski reçoit de la Commission européenne une nouvelle demande d'arrêt des travaux du gazoduc. Il refuse net. Le même jour, Bruxelles annule certaines subventions et menace d'en geler d'autres. Le 8 juin, arrivent à Sofia trois sénateurs américains, dont le leader républicain John McCain. Ils insistent lourdement pour la suspension des travaux et cette fois-ci le Premier Ministre cède. Il annonce **en présence des sénateurs américains**, la suspension des travaux du gazoduc en attendant la fin des discussions avec la Commission de Bruxelles concernant la compatibilité avec la législation européenne (Voir plus haut : « la seconde difficulté »).

Les travaux de South Stream sont donc suspendus, mais le projet semble rester bien vivant. Matteo Renzi, le Premier Ministre italien, va prendre la tête d'un groupe d'Etats favorables à South Stream (Bulgarie, Autriche, Serbie, Hongrie, Grèce, Slovaquie et Croatie) (10 juin 2014) et il propose une démarche commune en faveur du projet⁷.

Le 23 juin, Poutine est à Vienne, et en grande pompe, vient assister à la signature d'un accord majeur entre Gazprom et la Compagnie autrichienne d'hydrocarbures OMV. South Stream aboutira en

⁶ En France, le réseau de transport d'électricité est géré par RTE, et le réseau de gaz par GRTgaz, désormais indépendants d'EDF et GDF-Suez.

⁷ Euractiv, 10/06/2014.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Autriche au centre de Baumgarten. Ce sont les Autrichiens *et non les Italiens*, qui répartiront le gaz russe dans le centre et le sud de l'Europe. Matteo Renzi s'en souviendra et sa défense de South Stream va s'affaiblir.

Les dernières semaines de South Stream (septembre-décembre 2014)

Début septembre 2014, on note la poursuite des discussions entre le Vice-Président de la Commission européenne Oettinger et le Ministre russe de l'Energie Novak. Il s'agit toujours de mettre le projet South Stream en accord avec la législation européenne, afin de pouvoir reprendre les travaux en Bulgarie⁸.

A la mi-octobre, on note une déclaration d'Oettinger « qui soutient le projet » mais ajoute aussitôt « qu'il n'est pas une priorité pour l'Union européenne ». Il pose de multiples questions de base, faisant preuve d'une certaine désinvolture qui n'était pas de bon augure pour un aboutissement rapide des négociations.⁹

Le 24 novembre 2014, une dépêche de l'Agence ITAR-TASS rapporte les propos de Vladimir Markov, Directeur des Relations Générales de Gazprom : « Nous avons retardé d'un mois les travaux de la partie sous-marine [de South Stream] ... mais je pense qu'ils reprendront le 15 décembre ».

Le 1^{er} décembre, coup de théâtre : le Président russe annonce l'annulation pure et simple du projet South Stream.

C. L'émoi

La surprise

La décision de Vladimir Poutine a pris au dépourvu les dirigeants européens. Deux jours plus tard, le Président de la Commission européenne Jean Claude Juncker veut croire que l'annonce de l'annulation de South Stream par Vladimir Poutine n'est pas officielle (!) et que le projet peut encore aboutir. Un Vice-Président de la Commission européenne est mandaté par celle-ci et les huit Etats membres intéressés au projet (Autriche, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Grèce, Italie, Roumanie et Bulgarie) pour rencontrer le Ministre russe de l'Energie Novak. Celui-ci, évidemment, confirme la décision du Président Poutine¹⁰.

Le Premier Ministre de Hongrie tempête contre la Commission européenne. En Autriche, l'émotion est grande, ainsi qu'en Serbie. On note que le Président Poutine aura des conversations téléphoniques avec les dirigeants de ces trois pays dans les jours qui suivirent sa décision d'annulation. Le Premier Ministre bulgare sera reçu deux jours après l'annonce de Poutine par le Président de la Commission européenne qui tente de calmer le jeu. Le Vice-Chancelier allemand Sigmar Gabriel estime la décision de Poutine « regrettable » et appelle au dialogue pour que South Stream soit finalement construit¹¹.

Les conséquences globales pour l'Europe et la Russie.

⁸ITER- Tass, 2/9/2014.

⁹ ITER-Tass, 16/10/2014

¹⁰ Cf. Communiqué de la Commission européenne du 11/12/2014.

¹¹ Spiegel on line 12/12/2014

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Début décembre 2014, le Président de GDF Suez, Gérard Mestrallet s'est exprimé sur le sujet devant la Commission d'enquête de l'Assemblée Nationale sur les tarifs d'électricité¹². Il estime que « L'arrêt de South Stream n'est pas une tragédie pour la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ». Et de citer le gazoduc Nord Stream qui fonctionne, le projet TAP visant à alimenter l'Europe de l'Ouest en gaz de la mer Caspienne, les terminaux de gaz liquéfié (GNL) et naturellement le biogaz. Le Président de GDF met également en doute la viabilité financière de South Stream

Il n'est pas certain que M. Mestrallet soit totalement neutre sur le sujet. Sa compagnie possède des parts dans Nord Stream, qu'il met en avant, et donc le débit pourrait être augmenté. Son grand concurrent en France, EDF, souhaite se développer dans le gaz. Or EDF était entré à hauteur de 15% au capital de South Stream. La disparition de ce dernier projet ne peut donc consterner le Président de GDF Suez.

Ceci étant posé, il a probablement raison globalement : après tout, le gaz russe destiné au sud de l'Europe peut continuer à passer par l'Ukraine. Ce qui implique, et tout le monde acceptera cette éventualité, que la Russie et l'Ukraine parviennent à un accord. Et que l'Europe paye la maintenance des tuyaux, voire leur rénovation. Il est aussi exact que des doutes pèsent sur la pertinence financière de South Stream. Le prix du gaz a baissé et les besoins européens ont diminué.

L'ancien Chancelier allemand Schröder, toujours Président du Conseil de Surveillance de Nord Stream, a son explication pour la décision de Poutine : les négociations interminables et bureaucratiques menées avec la Commission européenne (et pan ! sur son compatriote, le Commissaire Oettinger) et la baisse des prévisions des besoins en gaz de l'Union européenne. Ce dernier point recoupe l'opinion de Mestrallet.

L'intérêt économique de South Stream ayant faibli, il est possible que les Russes aient profité de la mauvaise volonté de la bureaucratie de Bruxelles pour annuler le projet et ainsi en rejeter la responsabilité sur l'Union européenne. Les difficultés financières actuelles de la Russie ont joué également.

En Europe, il y a des perdants dont certains ne sont vraiment pas heureux de la décision d'annulation....

D) Les vrais perdants... un vrai gagnant ?

La Bulgarie, pays le plus pauvre de l'Union européenne, perd des droits de transit (probablement cinq cent millions de \$ par an). Serbie et Hongrie perdent également ces droits. L'Autriche ne distribuera pas le gaz russe vers le centre et le sud de l'Europe à partir de ses installations de Baumgarten. La compagnie d'hydrocarbures OMV, qui a une longue tradition de relations avec Gazprom (depuis 1968) voit l'un de ses projets phares annulé. L'ENI, le Total italien, a dévissé de 11% en Bourse le jour de l'annonce et les actions de sa filiale Saipem, qui devait participer aux travaux sous la Mer Noire, ont chuté de près de moitié depuis le début de l'année.

D'une manière plus générale, les pays du sud est de l'Europe ont perdu les retombées d'un projet à 40 milliards de \$ et la sécurité d'approvisionnement correspondante. L'amertume est bien exprimée dans le plus grand quotidien slovène Vecer : « ***South Stream montre qu'il y a en Europe deux poids et deux mesures*** ». Eh oui ! Le gazoduc Nord Stream, qui alimente en gaz russe la puissante Allemagne est passé comme une lettre à la poste. La Commission européenne n'a émis aucune réserve. Les Polonais, un peu fâchés d'être court-circuités, n'ont eu qu'à se taire.

¹² On trouvera la vidéo correspondante en particulier sur le blog du député Brottes.

Global Electrification

General Secretary: Lionel Taccoen

taccoen.lionel@numericable.fr

21, rue d'Artois - F-75008 Paris

Par contre, South Stream a supporté de multiples avanies de la part des autorités européennes qui ont été jusqu'à geler des subventions au plus pauvre pays d'Europe pour lui imposer la suspension des travaux. La commission de Bruxelles a même menacé la Serbie de retarder son processus d'adhésion, si le pays facilitait le projet South Stream.

La Commission européenne, pour apaiser les rancœurs a proposé de revigorer le projet gazier Corridor Sud, amenant via la Turquie le gaz d'Azerbaïdjan. Mais les livraisons visées ne seraient que de 16 milliards de m³/an contre 63 milliards de m³/an pour South Stream. La Bulgarie a immédiatement demandé que le terminal soit Varna, le port où devait aboutir la partie sous-marine de South Stream. Ce gaz arriverait via la Turquie, la Turquie, par où devrait aussi aboutir de gaz russe qui devait arriver par South Stream suivant la nouvelle décision de Poutine.

La Turquie devrait donc devenir le passage obligé du gaz russe et d'Asie centrale vers l'Europe du Sud. Voilà qui va réjouir Ankara et lui donner un grand poids pour disputer à Chypre et à la Grèce les possibles champs gaziers de la Mer Egée.

En conclusion

Les conséquences ultimes de l'annulation du projet South Stream ne sont pas encore toutes discernables. Il est clair que l'Union européenne n'a pas de politique énergétique commune. La Commission ne semble, de toute façon, pas capable d'en gérer une.

L'affaire South Stream va laisser des rancœurs en Europe Centrale et du Sud-est. L'approvisionnement en gaz de ces régions demande à être réexaminé.

